

Qui en a ras-le-bol de la démocratie ?

Jacopo Rasmi, Allan Deneuveille, Ariel Kyrou, Sandra Laugier, Yann Moulier-Boutang

DANS **MULTITUDES** 2026/2 n° 103 , PAGES 7 À 14

ÉDITIONS **ASSOCIATION MULTITUDES**

ISSN 0292-0107

DOI 10.3917/mult.103.0007

Date de mise en ligne : 07/07/2026

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-multitudes-2026-2-page-7?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



À chaud

sommaire

Qui en a ras-le-bol
de la démocratie ?

07 *Jacopo Rasmi, Allan Deneuve,
Ariel Kyrrou, Sandra Laugier
& Yann Moulier Boutang*

En Afrique, gouverner
l'homosexualité par l'interdit
Lois, mœurs et résistances

16 *Abel Touk*

Qui en a ras-le-bol de la démocratie ?

*Jacopo Rasmi, Allan Deneuille,
Ariel Kyrou, Sandra Laugier
& Yann Moulier Boutang*

Le spectre de la « fatigue démocratique » surgit dans les discussions médiatiques surtout à proximité de résultats électoraux marqués par l'abstention. On s'était consolé des mauvais taux de participation aux dernières présidentielles et législatives en arguant que la classe politique jupitérienne ou du sommet des assemblées suscitait un rejet de la politique institutionnelle. On allait voir combien la démocratie participative, locale, populaire était enracinée et constituait la base d'où repartir à zéro. Les deux tours des élections municipales sont venus. Et patatras ! Plus de 4 électeurs sur 10 n'ont pas été voter lors des municipales de 2026. Le bain de jouvence du « local », des maires proches de la population s'est changé en douche froide, quand ces derniers n'étaient pas insultés ou carrément démissionnaires avant d'avoir été élus. Cette baisse de la participation électorale serait-elle une autre manifestation, « locale » cette fois, d'un ras-le-bol de la démocratie ? Ou ne serait-elle pas plutôt l'expression d'une vision terriblement rabougrie de ce qu'on entend aujourd'hui par *démocratie* ?

La démocratie ne se réduit par au rituel fatigué des élections

La « fatigue démocratique » dont parlent de nombreux commentateurs de la vie politique se fonde souvent sur une superposition entre la « démocratie » et le mécanisme représentatif institutionnel à base d'élections ponctuelles.

Ne pas adhérer à la suprématie du mécanisme électoral reviendrait à se désolidariser de la perspective démocratique.

C'est une telle réduction du « principe démocratique » qui structure également la thèse provocatrice d'une « âme noire » de la démocratie, avancée par Geoffroy De Lasgnerie dans un récent ouvrage largement médiatisé¹, que nous pouvons mettre en dialogue avec un autre essai, *L'Afrique contre la démocratie*² d'Ousmane Ndiaye. Dans ce dernier, l'auteur sénégalais détricote le mythe d'une Afrique non compatible avec la démocratie qui résonne tragiquement avec les paroles du putschiste et capitaine burkinabé Ibrahim Traoré en avril 2026 : « On ne parle même pas d'élections d'abord [...], il faut que les gens oublient la question de la démocratie. La démocratie, c'est pas pour nous³. »

C'est en aplatissant la question démocratique à la simple « forme élection/assemblée » (p. 56) basée sur la compétition entre partis que Lasgnerie décorrèle « démocratie » et progrès social. Néanmoins, ce qui définit une vie démocratique au sein d'une société dépasse largement cette forme institutionnelle et s'exprime par des expériences telles que les mouvements citoyens autoorganisés ou des écosystèmes d'information libre⁴. À ce propos, Ndiaye rappelle que ce type d'organisation et de mouvement n'est pas propre à l'Occident, et que face à une pensée cherchant à voir dans la démocratie une imposition coloniale, il est possible de retrouver dans l'histoire africaine ces formes-là, au sein d'organisations précoloniales ou ayant résisté au fait colonial. C'est donc par une telle pluralité qu'il semble intéressant d'appréhender la démocratie, non comme un état figé et immuable mais comme un processus constant de démocratisation.

Qui n'a jamais connu un-e anarchiste refusant de prendre part au vote, voyant dans les élections des « pièges à cons » comme le disait Sartre⁵, mais profondément engagé dans des pratiques d'inclusion et de

¹ Geoffroy de Lasgnerie, *L'âme noire de la démocratie*, Paris, Flammarion, 2025.

² Ousmane Ndiaye, *L'Afrique contre la démocratie : Mythes, déni et péril*, Paris, Riveneuve, 2025.

³ Le Monde, « Burkina Faso : "La démocratie, c'est pas pour nous", martèle le chef de la junte », *Le Monde*, 3 avril 2026. www.lemonde.fr/afrique/article/2026/04/03/burkina-faso-la-democratie-c-est-pas-pour-nous-martele-le-chef-de-la-junte_6676235_3212.html

⁴ Voir à ce propos : Albert Ogien et Sandra Laugier, *Le principe démocratie, Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, 2014 ; Allan Denève, *Osint : enquêtes et démocratie*, Bry-sur-Marne, INA, 2025.

⁵ Jean-Paul Sartre, « Élections, piège à cons », *Les Temps Modernes*, 1973. On pourra d'ailleurs consulter l'ouvrage du philosophe marxiste Jean Salem : *Élections, piège à cons ? : que reste-t-il de la démocratie ?*, Paris, Flammarion, 2012.

justice qu'on aurait du mal à ne pas appeler « démocratiques » ? Les progrès sociaux viennent souvent de l'interaction entre le dehors militant-citoyen et le dedans institutionnel, dans un jeu de tensions et influences où des rapports de forces et des contaminations s'exercent. Par exemple, les avancées démocratiques en termes d'égalité de genre conquises dans les années 1970 dans des pays européens comme la France ou l'Italie ont été produites par des mouvements subversifs ayant atteint une masse critique telle que certaines institutions politiques se sont senties obligées d'accueillir et de formaliser leurs revendications. Il en fut de même pour les mouvements antiracistes, qu'ils s'agissent de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis, des actions dans le sillage de SOS racisme au cours des années 1980-90 ou plus récemment de *Black Lives Matter*. Le vote n'est qu'un engrenage partiel du processus démocratique, malgré ce que des politiques voudraient nous faire croire. Certains d'entre eux en appellent à la démocratie pour justifier de leur désir plein de rancœur pour un retour fantasmé aux « nations-souveraines » : ils la confondent sciemment avec le populisme réactionnaire et xénophobe afin de justifier leurs oppositions à certaines minorités – on se rappellera par exemple les foules de la « manif pour tous » et les mouvements de type MAGA⁶.

Et si la « fatigue démocratique » était une création « d'en haut » ?

L'idée d'une fatigue populaire pour la forme démocratique – à traduire souvent par un attrait pour l'autoritarisme par le bas – tend à occulter le réel épuisement de l'attachement à la démocratie qui se propage à travers les élites⁷. Cette désaffection par le haut se traduit par des choix anti-démocratiques à l'intérieur et autour des institutions. La répression policière des mouvements de contestation citoyenne ou le recours à des modes de décision plus ou moins constitutionnels pour court-circuiter le débat collectif en sont des cas emblématiques, comme en attestent l'étouffement violent

⁶ On peut voir la question de ces « contre-minorités » se revendiquant du principe démocratique dans l'ouvrage : Bruno Perreau, *Sphères d'injustices. Pour un universalisme minoritaire*, La Découverte, 2023.

⁷ Élodie Druetz, Frédéric Gonthier, Camille Kelbel, Nonna Mayer, Félix-Christopher von Nostitz, Vincent Tiberj (Eds), *French Democracy in Distress. Challenges and Opportunities in French Politics*, Londres, Palgrave MacMillan, 2025.

des mobilisations des gilets jaunes ou l'enterrement des résultats de la convention citoyenne sur l'environnement. Ce durcissement est l'expression d'une fatigue démocratique émanant des plus hautes sphères institutionnelles, et plus qu'aucun autre du président. Il n'est probablement pas décorrélé d'une situation de repli économique et d'une concurrence accrue par des pressions écologiques et géopolitiques décrites par de nombreuses recherches en sciences sociales⁸.

Le plus préoccupant est que de telles formes anti-démocratiques offrent des débouchés et des modes de vies que d'aucuns trouvent enviables alors qu'elles sont collectivement insoutenables et injustes. Il y a peu, la *doxa* voulait pourtant que l'on reprenne doctement Churchill en entonnant en cœur : « La démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes ». Or aujourd'hui certains nous expliquent qu'il est au contraire plus agréable et efficace de vivre dans un système non-démocratique, qu'il s'agisse des Émirats Arabes Unis, de la Chine ou de la Russie. Ces opérations d'en haut produisent en retour une prise de distance dans la base sociale qui est facilement justifiable. La démocratie fatigue *qui n'en a pas*, pourrait-on dire.

Le rejet des principes de démocratie est également théorisé et pratiqué par des élites économiques, comme l'a montré l'enquête du professeur d'histoire globale et spécialiste du néo-libéralisme Quinn Slobodian dans *Le Capitalisme de l'apocalypse ou le rêve d'un monde sans démocratie*⁹. Les enjeux des chantres de l'*ultra-capitalisme*, milliardaires à la Bernard Arnault, grands patrons du numérique tel Peter Thiel ou libertariens de Hong Kong à l'Afrique du Sud ? En finir avec les réglementations, les taxations, les conflits syndicaux, les obligations de négociation, tous ces impératifs de « bien commun » qui les contraignent à considérer les besoins d'autres groupes sociaux et entravent leur liberté d'exploitation économique. D'où leurs rêves d'établir partout des zones franches, de bâtir des îles artificielles ou de coloniser les espaces exempts de tout régime politique préexistant comme Mars ou des astéroïdes.

⁸ Par exemple en France : Arnaud Orain, *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude*, Paris, Flammarion, 2025.

⁹ Quinn Slobodian, *Le Capitalisme de l'apocalypse ou le rêve d'un monde sans démocratie* (2023), traduit de l'anglais par Cyril Le Roy, Paris, Seuil / La Couleur des idées, 2025.

Remplacer l'horizon démocratique par la « sédition » : une impasse

La proposition d'un principe de « sédition » remplaçant l'horizon démocratique qui est formulée par Geoffroy de Lagasnerie a le mérite de défendre tout au contraire la multitude des modes de vie et des sociétés, mais risque en revanche de faire miroiter une possibilité douteuse de sortir du « bouillier » de la pluralité et des contradictions par une autonomie magique et taillée sur mesure par et pour on ne sait qui.

Au-delà des ambitions problématiques de « souveraineté » et d'« autogouvernement » absolu – que le philosophe critique à juste titre –, l'enjeu n'est-il pas de retisser des formes d'intégration et de négociation à la hauteur des interdépendances dont notre existence dépend ? Comment redistribuer socialement les capitaux fuyants ? Comment limiter les abus de la propriété privée au nom des communs ? Comment rétablir des médiations internationales non guerrières tout en prenant en considération le tragique des relations internationales ? Là sont nos défis... et ils sont d'ordre *démocratique* !

L'échappatoire d'une « épistocratie » (p. 67) défendue par *L'âme noire de la démocratie* est profondément insatisfaisante. Son problème n'est pas tant l'accent mis sur la connaissance, en particulier scientifique, en vue de prendre des décisions concernant la vie collective, que les conditions d'existence de l'information et des savoirs et que la participation des citoyen·nes à leur production et à leur vérification. Ces conditions sont modulées par les institutions de formation et de recherche (de l'école à la fac), mais aussi par les réseaux médiatiques. Il est essentiel de traduire cette conscience de la forme « construite » (selon Lagasnerie) de nos opinions à la base de nos choix par des propositions de politiques publiques alimentant ces institutions et repensant l'écosystème d'outils de communication qui informent notre « médiarchie » (pour reprendre le terme d'Yves Citton).

La démocratie, en effet, est aussi *fatiguée* par l'état déplorable de sa médiatisation contemporaine, contrôlée d'une façon significative par des intérêts et des capitaux hostiles au progrès social... et en réalité à la connaissance. Il ne s'agit pas seulement de prendre en considération la concentration croissante des médias audiovisuels entre les mains d'acteurs économiques majeurs comme Vincent Bolloré. Il convient également de souligner que les espoirs initialement associés au Web 2.0 et aux médias sociaux (envisagés

comme l'émergence d'un dehors démocratique, c'est-à-dire d'un espace public ouvert, structuré par la discussion et la délibération) se heurtent à des dynamiques techniques qui en altèrent profondément les termes et potentialités. Car les logiques algorithmiques qui organisent la circulation des contenus tendent à privilégier les formes les plus polarisantes et conflictuelles, transformant ainsi l'espace d'échange en un lieu d'affrontement stérile. Dans ce contexte, les conditions d'un débat public raisonné apparaissent fragilisées, voire compromises. Ce constat peut être interprété comme une mise en échec, au moins partielle, de l'idéal d'un espace public démocratique tel que théorisé par le récemment disparu Jürgen Habermas, désormais mis à l'épreuve des médiations numériques contemporaines. Cet horizon normatif se heurte à la surface opaque de nos écrans d'ordinateurs et de *smartphones*.

L'usage de la science suppose non pas moins mais plus de démocratie

Ce qui n'est pas satisfaisant dans la perspective *épistocratique* est surtout l'imaginaire d'une délégation réductrice de la décision collective à la science et à l'information. C'est un rêve qu'on pourrait qualifier de cybernétique, ou d'élitisme antidémocratique, cultivé par plusieurs penseurs brillants et provocateurs – comme le Benjamin Bratton de *Terraformation 2019* (2021) qui imagine une automatisation des politiques écologiques par la computation face aux défaillances des systèmes d'organisation politique actuels. Or, si le savoir aide à prendre des décisions pertinentes, il ne se traduit pas en déductions nécessaires et univoques. Par exemple, la connaissance de l'état climatique et environnemental résumé régulièrement par les rapports du GIEC pose des bases rationnelles, mais ne saurait dicter automatiquement des applications. La responsabilité des gaz à effet de serre d'origine fossile dans le réchauffement est un problème aux réponses multiples : il exige des mécanismes de négociation complexes et imparfaits... qui sont l'incarnation même de l'idée de politique. Comment, quand, jusqu'où s'en débarrasser ? Utiliser le nucléaire ? Instaurer une taxe carbone ? Réindustrialiser localement ? Décider un moratoire sur les innovations techniques polluantes ? Viser la décroissance ?

Il faut aussi rappeler que la science n'est pas un champ homogène et pur : la recherche universitaire défendue par Lagasnerie est, par exemple,

souvent mise au service de l'industrie militaire ou d'intérêts industriels écocidaire. Hier comme aujourd'hui les experts scientifiques peuvent être solidaires de visions du monde et d'intérêts qui orientent leurs compétences vers des perspectives injustes ou douteuses. Il suffit de voir comment au début du siècle dernier l'expertise scientifique a été mobilisée par l'État pour occulter les responsabilités et les impacts sur l'environnement et la santé humaine de l'industrie belge, comme le démontre le bilan dressé par Alexis Zimmer¹⁰. On peut aussi songer à la remise en cause par des études comme celles de Jean-Baptiste Fressoz des possibilités effectives de la perspective de « transition » soutenue par de nombreux scientifiques et plus spécifiquement au sein du GIEC. Non seulement connaître ne dispense pas des arbitrages et incertitudes démocratiques, mais le terrain scientifique est traversé par des impuretés et des affiliations qui le rendent équivoque. Le niveau d'éducation des citoyens et de leur intelligence collective est tel qu'il n'y pas de raison de se soumettre systématiquement à une autorité scientifique officielle. Toutes les recherches sur la compétence politique des citoyens, inspirées notamment du philosophe américain John Dewey, conduiraient plutôt à défendre la démocratie sous ses multiples facettes.

Réinventer la démocratie plutôt que s'en débarrasser

On pourrait s'interroger, de manière volontairement polémique, sur la possibilité que Geoffroy de Lagasnerie rejoigne, au moins partiellement, certaines positions défendues par Peter Thiel et d'autres partisans des « Lumières sombres¹¹ ». Une telle convergence se manifesterait dans une forme de défiance à l'égard de la démocratie, au profit d'un modèle plus aristocratique – entendu ici comme la valorisation d'un gouvernement des « meilleurs » dont la définition demeure pourtant dépendante des cadres normatifs propres à chacun. De ce point de vue, il n'est pas absurde de rapprocher ces réflexions des projets portés par des figures contemporaines comme Elon Musk ou Thiel, qui défendent des formes de gouvernance fondées sur l'expertise scientifique, l'efficacité technique et l'optimisation. Ces positions trouvent un écho dans la Silicon Valley, et sont volontiers

¹⁰ Alexis Zimmer, *Brouillards toxiques. Vallée de la Meuse, 1930, contre-enquête*, Bruxelles, Zones sensibles, 2017.

¹¹ Arnaud Miranda, *Les Lumières Sombres*, Paris, Gallimard, 2026.

associées aux courants transhumanistes, voire à des imaginaires eugénistes où la rationalité technoscientifique tend à supplanter les principes égalitaires de l'idéal démocratique.

Ce type de convergences, même involontaires, contre la démocratie révèle la tension inhérente à ses principes mêmes : pour que puissent coexister des convictions divergentes qui ne se résument pas à des clivages irréconciliables, la démocratie doit être comprise comme toujours inachevée. En devenir perpétuel. Dans une période où la démocratie, au sens minimal de la liberté d'expression et de circulation, du pluralisme des médias, de la reconnaissance de l'égalité et de protection des minorités, est mise en danger dans le monde entier par des dirigeants autoritaires et par les « élites » de la tech et de l'économie, le plus urgent n'est donc certainement pas de dénoncer la démocratie, et moins encore de chercher à s'en débarrasser.

La double actualité, et de la faible participation aux municipales de mars en France, et à l'inverse de la puissante mobilisation électorale ayant abouti à la défaite de Viktor Orbán après seize années d'un pouvoir délétère lors du scrutin du 12 avril 2025 en Hongrie, devrait nous inciter à quelque modestie. Les mécanismes représentatifs, pas toujours aussi distendus qu'il n'y paraît, ne fonctionnent et n'ont de sens qu'à la condition d'être accompagnés par des désirs et mouvements de société qui s'expriment au-delà du cirque électoral.

Partout en Europe, les régions et les mairies, ces clochers laïcs, sont à la recherche de façons inédites de s'administrer autour de l'exercice de nouveaux droits démocratiques : du soin à l'environnement, de l'accompagnement des anciens, de l'écoute des vivants fragiles, etc. Peut-être avons-nous oublié, en France, que seule une réinvention permanente de ce que l'on entend par démocratie pourrait nous permettre de substituer une nouvelle culture aux métaphores à demi-mortes ou carrément zombies des racines blanches, du repli sur soi et de la peur de l'envahisseur urbain, par exemple ultramarin.

Quant au nouveau premier ministre hongrois Péter Magyar, il a été élu pour lutter contre la corruption politique mais aussi pour rétablir des acquis démocratiques saccagés par Viktor Orbán – par exemple au travers de législations anti-LGBTQ+ ou anti-migrants totalement discriminatoires. Au-delà de la bonne nouvelle que représente son élection pour le soutien européen à l'Ukraine, l'obtention par son parti, Tisza, de plus de deux tiers des députés du parlement lui donne les clés pour réinventer la démocratie de son pays.